



Pour en finir avec l'extrême droite,

IL FAUT COMBATTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES DE DROITE COMME DE GAUCHE

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de ses sept ans de politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils défendent en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de

2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche » ne pourront faire « barrage » ni aux idées, ni à la progression électorale de l'extrême droite, tant ses différentes moutures ont été responsables de la montée de celle-ci au cours des dernières décennies.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ».

C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Mobilisation des chauffeurs

À Paris 15, entre le nombre de Chronopost qui ne cesse d'augmenter, les syndicats et les collègues qui ne sont pas remplacés, les chauffeurs sont coulés. Il y a deux semaines, ils ont dit stop et six d'entre eux, avec une dizaine de piétons en solidarité, ont débrayé. Dès le lendemain le nombre de Chronopost a baissé et la pression est retombée. Cela montre qu'une bonne mobilisation peut faire reculer la boîte.

Et puisqu'il y a toujours des problèmes, on doit recommencer et encore plus nombreux !

Doublement des corbeilles

Sous prétexte de gain de place, la boîte voulait doubler les corbeilles de tri. Résultat : des corbeilles trop chargées et un tri fin sur les quartiers trop compliqué. Les errements et le manque d'anticipation de La Poste sur la réorg ne doivent pas nous retomber dessus. S'il faut plus d'espace, nous n'avons qu'à retourner à Alleray.

Là encore les collègues ont protesté et la boîte a reculé. Nous avons le pouvoir de dire non !

Socle livraison

Ça y est, après l'avoir plusieurs fois repoussé, la direction impose ce projet qui demande aux facteurs de flasher eux-mêmes les recommandés. En plus d'alourdir la charge de travail des piétons, cela va réduire les effectifs de la cabine, et peut être à terme la fermer.

Il s'agit encore une fois de se gaver sur les facteurs et de supprimer des emplois. Et en plus cela réduit la sécurité de ces objets pour les usagers. On sait que ça va être encore le grand n'importe quoi. Nous n'en voulons pas !

Pas question de se plier en quatre

Pour les élections européennes, la direction nous a laissés nous débrouiller sans moyens avec les plis électoraux. Et voilà que deux nouveaux tours d'élections arrivent.

Pas question de se retrouver dans la même galère, avec des plis qui arrivent au dernier moment. Si elle veut qu'on fasse ce travail supplémentaire, la moindre des choses serait que La Poste mette les moyens humains et financiers. Revendiquons des embauches et une rémunération à hauteur de la charge de travail !

Y a le téléphone qui son

Les organisations d'usagers le demandaient depuis longtemps : le numéro 3639 pour appeler les centres financiers n'est plus surtaxé. Une bonne nouvelle, mais qui se traduit par un surcroît d'appels dans les Services Relation Clientèle.

Partout à La Poste, c'est toujours plus de travail avec toujours moins de personnel. Il faut l'obliger à embaucher.

La facture de gaz va encore grimper

Le prix du gaz pour quelque dix millions de foyers augmentera de 11,7 % en moyenne le 1^{er} juillet prochain, a annoncé la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Alors que le prix du gaz baisse, cette hausse serait liée à une majoration du coût de l'acheminement supporté par le gestionnaire du réseau de distribution GrDF et facturé aux fournisseurs.

Cela conduit à une facture annuelle estimée à 1 184 euros en moyenne contre 1060 euros avant la hausse. Les fournisseurs restent « libres de fixer les conditions de prix de leurs offres » et de répercuter ou non la hausse sur la facture... sauf qu'en général tous la répercutent.

La répercussion sur nos salaires, retraites et allocations diverses qui n'augmentent pas est de plus en plus insupportable !

Face à l'horreur, les promesses de Washington

Une fois n'est pas coutume. Les États-Unis ont qualifié de « terroriste » une attaque de colons israéliens contre le village de Burqa, situé à l'est de Ramallah. Au cours de cette attaque un homme de 19 ans, Qusai Jamal Maatan, a été tué par balle. Pour faire bonne mesure, Washington a aussitôt salué les autorités israéliennes qui ont arrêté deux suspects, mais tout cela est une sinistre farce. D'abord parce que cette attaque a eu lieu sous la protection... de l'armée israélienne. Ensuite parce qu'un des suspects arrêtés, qui vit dans l'avant-poste « illégal » de Migron, ne risque pas de rester détenu très longtemps. En effet, il s'agit d'un proche du raciste Itamar Ben Gvir, suprémaciste juif et actuel ministre de la Sécurité publique au sein de la coalition gouvernementale.

Washington appelle en outre à ce que justice soit rendue « avec la même rigueur » dans tous les cas de violence extrémiste, « quels qu'en soient les auteurs »... sauf si ces derniers appartiennent bien sûr au gouvernement israélien.

Kanaky : la violence de l'Etat français

Un homme de 26 ans, blessé lundi lors d'une fusillade impliquant des gendarmes, est mort vendredi. Le drame s'est déroulé sur une route menant de Nouméa à l'aéroport international, longtemps bloquée par les indépendantistes. Les gendarmes invoquent la légitime défense, l'homme se trouvant dans un pick-up qui les aurait percutés.

Selon les militants indépendantistes locaux, ce sont en réalité des automobilistes qui ont profité du déblaiement de la route par les gendarmes pour passer à vive allure en ouvrant le feu sur les jeunes positionnés aux abords de la route, mettant en cause les milices loyalistes de ce crime. C'est la huitième personne qui perd la vie depuis le début de la révolte, des morts à mettre au bilan de la politique néocoloniale de la France.